

Lundi 9 mai 2016

Le Département confirme son soutien à l'université Paris-Saclay

Le Conseil départemental croit en l'Université Paris-Saclay, projet d'envergure, et apporte tout son soutien aux différents acteurs impliqués malgré la décision du gouvernement de placer l'Université Paris-Saclay en période probatoire après l'évaluation de son IDEX par un jury international,.

En 2011 et 2012, huit projets de regroupement universitaire étaient désignés par le gouvernement de François Fillon dans le cadre du programme IDEX. L'objectif était simple : faire émerger des universités de recherche pluridisciplinaires de rang mondial, pouvant concurrencer les universités américaines et asiatiques.

Le 29 avril dernier, Manuel Valls a choisi de confirmer dans ce programme seulement trois pôles et d'accorder une période probatoire de dix-huit mois supplémentaires à deux établissements, dont Paris-Saclay.

Enjeu économique majeur pour le département, mais également à l'échelle nationale et mondiale, l'université Paris Saclay, en plus de créer des emplois, a pour ambition de générer une dynamique intellectuelle et professionnelle unique en son genre.

Depuis son lancement, le projet a généré une mobilisation exceptionnelle. Gilles Bloch, Président de l'université, affirme la volonté de tous les partenaires d'offrir un lieu de formation et d'innovation aux Français et étudiants étrangers.

« Le succès de Paris-Saclay repose sur un travail conjoint des forces en présence et avec Gilles Bloch comme rassembleur, je ne doute pas que la réussite soit au rendez-vous » affirme **François Durovray**, Président du Conseil départemental.

L'aboutissement de ce projet, qui repose pour grande partie sur la volonté des membres fondateurs à définir avec netteté et sans ambiguïté leur trajectoire commune, n'est pas remis en question. Ce délai permettra simplement à l'université de confirmer sa volonté de conduire une véritable transformation institutionnelle. Le travail de coopération qui s'annonce dans les dix-huit prochains mois assurera donc la viabilité du projet et balaiera, il est certain, les hésitations gouvernementales.